

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 17 JUILLET 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 juillet 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 17 juillet 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Nathalie ROMANET, Florence GAUTHIER, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Renaud DONZEL donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Olivier ROBIN donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,  
Umus PERRONE donne pouvoir à Nathalie TISSOT.

Absents non excusés :

Mmes et MM. Sylvie CHARDEYRON, Mihrican AVCI, Bertrand BONNAMOUR, Thomas GIRARD

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que, chaque année, la collectivité alloue une subvention aux associations locales ou départementales lorsque celles-ci ont une action spécifique sur la commune.

Il indique également que le sou des écoles avaient fait la demande lors du conseil municipal du 3 avril dernier, mais le dossier n'était pas complet, mais sa demande était de 2 500 €, la commune lui a versé 500 €.

Etant donné que toutes les pièces sont fournies, il est proposé au conseil municipal de délibérer sur le montant de la subvention :

- Le sou des écoles laïques de Nantua pour un montant de 2000 €,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** le montant de la subvention à l'association.
- **CHARGE** Monsieur le maire d'engager, mandater et liquider ladite somme.

Le Maire,

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.